

## L'Édito : plaidoyer pour l'autonomie stratégique par Olivier de MAISON ROUGE

Olivier de MAISON ROUGE est avocat associé au sein du cabinet Lex-Squared. Il est notamment spécialisé dans les domaines du numérique, du droit des affaires, de la protection des données, de l'intelligence stratégique et de la sécurité économique. Au cours de sa carrière il a été amené à défendre des entreprises confrontées aux tentatives d'espionnage économique et ingénieries économiques (notamment pillage technologique). Il a développé une véritable doctrine en matière de contre-mesures juridiques et de protection du patrimoine informationnel. Il est ainsi un des spécialistes de la sécurité des actifs incorporels et de leur valorisation. Il est aujourd'hui membre du SYNPIE et de l'Observatoire de l'Intelligence Économique Française, et auteur, son prochain ouvrage à paraître s'intitule « Survivre à la guerre Économique. Manuel de résilience », VA Editions.



Cette crise sanitaire que nous vivons retranchés derrière une ligne Maginot immatérielle, nous conduit inévitablement à une crise économique, plus durable encore que la période de confinement. Cette forme de résilience murée n'est que la résultante d'un manque d'anticipation et d'autonomie : la France, et plus largement l'Union Européenne, payent au prix fort leur désindustrialisation, notamment dans les domaines économiques essentiels.

### La preuve manifeste d'une dépendance industrielle

Sous la pression de la finance, dans un monde globalisé, les industriels ont opté pour des délocalisations massives. Le Covid-19 a mis en évidence notre dépendance économique accentuée par cette soumission au moins-disant.

Aussi, les morts du Coronavirus sont-ils aujourd'hui les victimes de cette guerre industrielle : les respirateurs, les masques, les gants, les kits de test, les médicaments, tout ce qui nous manque à ce jour, ce sont des produits de l'industrie. Et le jeu d'influence de la Chine – en chevalier blanc au chevet de l'Italie – traduit cet hégémonisme stratégique, qui doit être inversé dans le cadre de cette « déglobalisation » à venir.

Toutefois, mettre fin à plusieurs décennies de dépendance industrielle ne se résout pas par un virage à 180°. Cela se met en œuvre dans le cadre d'une doctrine stratégique.

### Se réapproprier les secteurs stratégiques

Précisément, le « Made In France » ne se résume pas à la production du miel ou au jean en plastique recyclé. Or, les pouvoirs publics peinent encore à définir les secteurs économiques essentiels.

Plusieurs précédents existent toutefois : en matière de cybersécurité le régime des Opérateurs de Services Essentiels (OSE) recense déjà les activités économiques stratégiques : énergie, transports, banques et assurances, éducation, santé, eau potable, restauration collective. Pour le contrôle des investissements étrangers en France (IEF), l'Etat fixe un régime d'autorisation préalable pour l'acquisition d'entreprises stratégiques pour les mêmes activités, outre celles de la défense nationale.

Reste à structurer ce cadre et définir les axes cardinaux, avec une forte impulsion et un investissement financier.

Dès lors, parce que l'industrie concourt à la prospérité nationale, Parce que l'autonomie stratégique doit être un objectif prioritaire, Parce que l'indépendance économique est à ce prix,

Le soutien aux secteurs stratégiques en matière de souveraineté industrielle doit être la prochaine mission assignée à l'Etat afin de répondre à la crise que nous vivons.



## Tableau de suivi de l'épidémie

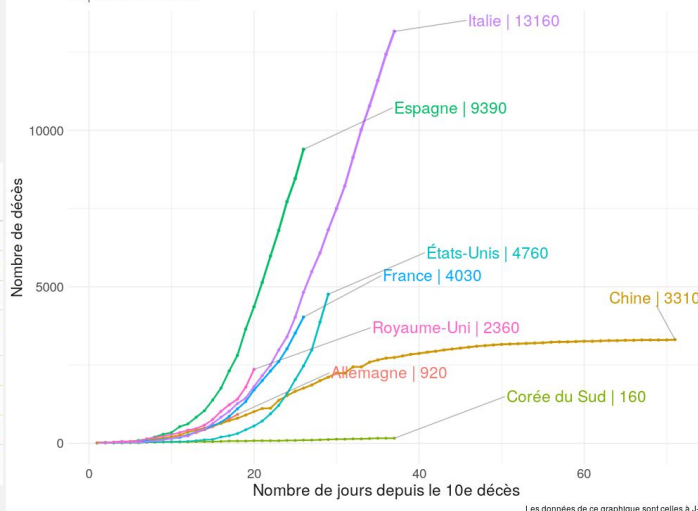
→ De plus en plus de morts jeunes aux États-Unis - Tandis que l'Espagne continue à payer un lourd tribut, et que les décès s'accumulent en Italie, bien que le plateau ou pic épidémique ait, selon toute vraisemblance, été atteint ces derniers jours, l'épidémie de COVID-19 continue sa dynamique funeste au Royaume-Uni et aux États-Unis. Concernant la situation aux États-Unis, les premiers chiffres agrégés qui parviennent des hôpitaux, de New York notamment, dessinent une réalité épidémiologique qui tranche avec celle que nous connaissons en Europe. De nombreux jeunes, avec des comorbidités certes (obésité, diabète, hypertension...), décèdent Outre-atlantique du COVID-19.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
Espagne	9387	104118	8195	923	9,0	11
États-Unis	4757	213372	25200	884	2,2	23
Italie	13155	110574	4782	727	11,9	6
Royaume-Uni	2357	29784	4372	564	7,9	31
France	4032	56989	4861	509	7,1	14
Allemagne	920	77872	6064	145	1,2	19
Chine	3312	81555	31	7	4,1	0
Corée du Sud	165	9887	101	3	1,7	2

Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

## Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

Depuis le 10e mort



## Regard d'expert : la terrible imbrication du sanitaire et de l'économique par Christian de BOISSIEU



Christian de Boissieu est Professeur émérite à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne). Il a été Président du Conseil d'analyse économique (CAE) et membre du Collège de l'AMF. Il vient de publier *Les 100 mots de la Politique monétaire, Que Sais-je ?, PUF, printemps 2020*.

Les économistes courent en ce moment après les événements. Face au drame actuel, impossible de faire des prévisions, surtout à court terme. Il faut se contenter de scénarios.

Premier point, peu discutable : l'impact économique de la crise du Covid-19 va dépendre de la durée du confinement. L'INSEE chiffre à 3 points de PIB la perte d'activité d'un mois de confinement. Nous sommes probablement partis pour deux mois de confinement. Une règle de trois, évidemment discutable, ferait perdre en 2020 près de 6 points de PIB. Nous allons donc vers une franche récession. Pas vraiment réjouissant, même si c'est moins important que les questions de vie ou de mort. Pour sauver des vies, et malgré le coût économique élevé, ne sortons pas trop vite du confinement. Surtout, sortons-en avec tout ce qu'il faut (tests, masques...), afin d'éviter une rechute qui serait catastrophique pour le sanitaire et pour l'économique.

Une seconde quasi-certitude est que la récession de 2020 sera plus grave, dans le monde, en Europe et en France, que celle de 2009. Je rappelle qu'en 2009, l'activité en France n'avait reculé « que » de 2,8%. La gravité du contexte actuel tient au télescopage d'un choc d'offre (arrêt de la production dans beaucoup de secteurs, interruption des chaînes d'approvisionnement...) et d'un choc de demande (consommation réduite et épargne « forcée » avec le confinement).

Un autre constat souligne l'aspect séquentiel de l'épidémie : déclenchement en Asie, puis l'Europe, puis les États-Unis désormais dans la masse, déjà l'Afrique, fragile parce que démunie face à la pandémie. Cette dimension séquentielle fait penser que la récession en cours pourrait mordre aussi sur le début de 2021.

Dernier point fixe de tout scénario : les pouvoirs publics et les banques centrales font tout pour limiter les dégâts, et sont prêts à en rajouter si nécessaire. Le « whatever it takes » de Mario Draghi devient le mot d'ordre de la BCE de Christine Lagarde mais aussi des autres banques centrales. Heureusement que les ministres des finances laissent filer pour quelques trimestres les déficits publics : la vie, c'est plus important que les règles budgétaires.

Pour le reste, tous les scénarios imaginables sont confrontés à des incertitudes majeures. Quelle sortie de crise ? En V, L, W... ? L'alphabet est riche. Le rebond sera lent, car il faudra du temps pour faire repartir la production et ramener les salariés dans les entreprises. Quelle effectivité des mesures annoncées ? Ce point est décisif pour contenir les faillites, spécialement du côté des TPE et PME. Quelle mondialisation post-crise ? Beaucoup de redéploiements productifs vont intervenir dans l'économie mondiale.

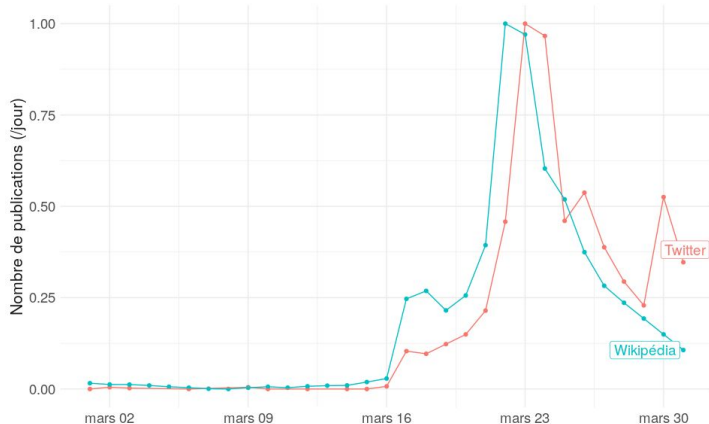
Surtout, quelle Europe post-crise ? L'Europe, par nécessité, a relâché les dogmes budgétaires. Mais, en ce moment crucial, certains pays membres mégotent sur la solidarité et la mutualisation indispensables. Le projet européen est en train de jouer son avenir et sa crédibilité.

**Chloroquine, fin de partie ?** - Après avoir été le sujet *trendy* de la première semaine de confinement, avec en l'espace de quelques jours la constitution d'ersatz de religions autour de cet antipaludique, jusque-là inconnu du grand public, et l'émergence de toute une communauté de zélotes, le sujet serait-il en train de faire pschitt ? Les acteurs politiques, et notamment ceux de la région PACA, sont moins actifs sur le sujet. Depuis le 28 mars, Bruno Retailleau, pourtant l'un des élus les plus engagés et les plus influents sur le sujet, n'a plus mentionné la chloroquine dans ses tweets. En s'intéressant aux courbes de consultations de la page Wikipédia francophone de la chloroquine et de la discussion sur Twitter émanant de comptes vérifiés (ceux qui disposent d'un petit badge bleu distinctif), force est de constater que depuis le 23 mars le sujet décroît. Est-ce à dire que les premiers résultats, issus des travaux de l'IHU de Marseille, des tests menés en France et en Europe (essai clinique Discovery) et des premiers retours, encore empiriques certes de certains praticiens, ont semé le doute auprès de tous ceux qui voyaient dans ce médicament une bonne nouvelle ? [Interrogé ce matin sur BFM TV](#), le Professeur Éric Caumes, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, a notamment fait état de son scepticisme quant à l'efficacité de la chloroquine. Soulignant que les chercheurs Chinois, qui ont déjà publié un nombre conséquent de travaux sur le sujet, n'ont pas réellement mis au jour une "recette particulière", le Professeur invite ainsi les auditeurs à la plus grande prudence sur le sujet. Est-ce à dire également que [la tribune publiée le 25 mars par le Professeur Raoult dans les colonnes du Monde](#) (13.6K engagements sur Facebook et plus de 5K relais sur Twitter) n'a pas eu l'effet escompté ? Il faut dire que la critique en règle faite par ce dernier à l'égard des "méthodologistes" et des "mathématiciens", au nom d'une supériorité, pratique et éthique, de l'"humanisme" et de la "morale", ouvre des perspectives qui ne vont pas sans questionner notre rapport au rationnel. D'où, dès lors, la prudence de la parole politique ? (Damien Liccia)

**A quand le « déconfinement » ?** - Après les « gestes barrières » et la « distanciation sociale », c'est au tour du « déconfinement » de faire son apparition dans la conversation courante des Français. L'expression, anecdotique avant le 26 mars, connaît depuis une envolée exponentielle : plus de 42 000 mentions sur Twitter, dont 15 000 pour la seule journée du 1<sup>er</sup> avril. Un peu plus de deux semaines après le début de ce confinement dont ils égrenent les jours chaque jour sur les réseaux sociaux sous forme de hashtags comme sur le mur d'une prison (« #ConfinementJour17 »), les Français seraient-ils pressés de retourner dehors ? Auparavant présenté de [manière menaçante](#), en étant souvent associé au risque d'une seconde vague de l'épidémie, le déconfinement s'est vu approprié [par l'opposition](#) qui en fait un nouveau symbole de l'incurie de l'exécutif, jusqu'à l'annonce hier par le Premier Ministre devant le Sénat d'un déconfinement régionalisé et par tranche. Si la perspective est encore floue, et réjouit quelques-uns après [l'alerte de la Croix Rouge](#) sur les risques de dépression liés à un confinement trop long, celle-ci ne va pas sans susciter l'appréhension des autres qui craignent une recrudescence du Covid-19 après la levée de ces mesures. Du côté des médecins et des soignants actifs sur Twitter, on s'indigne de voir le sujet déjà sur la table, alors même que le pic de l'épidémie ne s'est pas encore produit dans l'Hexagone. Au risque, selon eux, de relativiser son imminence et sa gravité, et, ainsi, de démobiliser la population. Les yeux ne pourront cependant pas s'empêcher de se tourner vers l'Italie, qui esquisse d'ores et déjà la levée de ses mesures de quarantaine à horizon de quinze jours. Un exemple à suivre de près, tant la trajectoire italienne et celle de la France paraissent indubitablement liées depuis le début de l'épidémie. (Jean-Baptiste Delhomme)

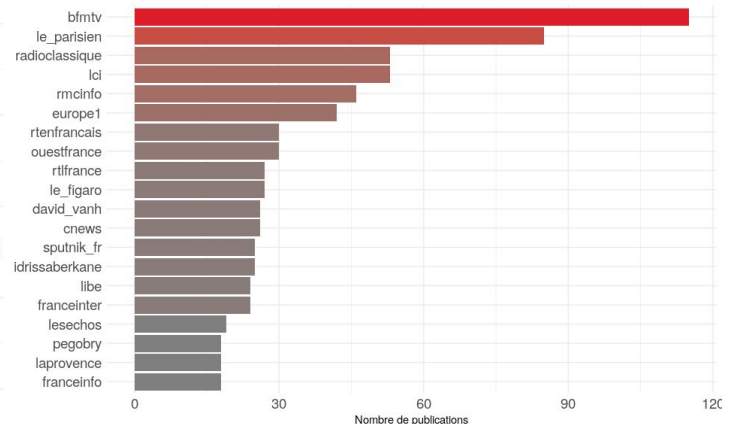
## Discussion sur la chloroquine des comptes vérifiés francophones

Sur la base des données disponibles sur Twitter et Wikipédia



## Utilisateurs vérifiés les plus actifs sur le sujet

Sur la base des données disponibles sur Twitter



## Le Zoom éco' : l'Italie

En réponse à l'évolution critique de la situation sanitaire, **le gouvernement italien a pris de nouvelles dispositions pour limiter la propagation du Covid-19. Les contraintes sur l'économie du pays s'alourdissent :**

- **Le confinement est prolongé jusqu'au 12 avril** au moins.
- Giuseppe Conte, Président du Conseil des ministres, a annoncé **l'arrêt de toute activité productive qui ne soit strictement « nécessaire, cruciale, indispensable à garantir les biens et services essentiels »** jusqu'au 12 avril prochain, au moins.
- En concertation avec les syndicats, **une liste d'environ 80 activités essentielles a été retenue.** L'objectif étant de garantir un respect exemplaire des mesures de sécurité pour les activités qui se poursuivraient. Celle-ci comprend les activités liées aux secteurs de l'agroalimentaire, du transport, de l'énergie ou encore de la banque. A l'inverse, sont exclues les activités des industries de l'automobile, de l'habillement ou de la transformation des matériaux plastiques.

Les acteurs économiques italiens, aussi bien que le gouvernement, attendent **une réponse forte au niveau européen.** Si toutes les parties semblent partager la vision d'un sauvetage de l'économie européenne "quoi qu'il en coûte", les moyens pour y parvenir divisent encore. Côté italien on attend un **assouplissement des règles européennes qui pèsent sur les banques** (sur les règles prudentielles notamment) pour faciliter les crédits, mais aussi un **engagement bien plus prégnant de la Banque Européenne d'Investissement pour soutenir les PME.** Enfin, des décisions sur l'endettement des Etats-membres et sur le rôle de la BCE (l'Union Européenne pourrait faire le choix de la mutualisation) sont attendues. Nul doute que l'annonce du programme "Sure" présenté ce jeudi par la Commission, qui vise à garantir les prêts des Etats-membres pour financer les dispositifs nationaux de chômage partiel, apportera satisfaction en Italie.

Concernant les prédictions économiques, elles font état d'un **recul de 6% du PIB en 2020**, si les mesures de confinement ne durent pas au-delà de mai. Le déficit public passerait à 5%, contre 1,6% en 2019, et la dette publique, à 147% du PIB, contre 134,8% en 2019. Le ministre italien de l'Économie Roberto Gualtieri se projette déjà en 2021, où la croissance du PIB devrait observer un rebond et atteindre 3,5%, et le déficit public redescendre à 3,2%.

## À propos de nous



**Xavier DESMAISON,**  
CEO  
[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY,**  
Président du Directoire  
[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.

Pour vous abonner à la newsletter, merci d'envoyer un mail à [contact@antidox.fr](mailto:contact@antidox.fr) ou [ibenadibah@eslnetwork.com](mailto:ibenadibah@eslnetwork.com)